



ECVC condamne la guerre en Iran et alerte sur ses impacts sur la souveraineté alimentaire

La Coordination Européenne de la Via Campesina, qui représente les paysan·ne·s, de petit·e·s et moyen·ne·s agriculteur·rice·s, et de travailleur·euse·s agricoles à travers l'Europe, tient à exprimer sa préoccupation et condamne fermement l'escalade en cours en Iran, et d'une manière générale l'intensification des conflits géopolitiques à travers le monde.

Nous nous opposons sans exceptions aux guerres dans toutes leurs formes et nous condamnons les impacts directs qu'elles provoquent sur les paysan·ne·s, les agriculteur·ice·s, les habitant·es des zones rurales, et sur le droit fondamental de l'accès à la nourriture. L'escalade en cours en Iran risque d'aggraver une situation mondiale très précaire marquée par des conflits prolongés en Ukraine, en Palestine, en République Démocratique du Congo, au Myanmar, en Géorgie, au Yémen, au Soudan et dans bien d'autres endroits. Ces guerres sont liées entre elles par un système mondial caractérisé par la concurrence sur l'accès aux ressources naturelles, la domination géopolitique, et par des intérêts économiques qui placent les profits au-dessus de la vie. Nous condamnons les doubles standards de certains pays qui dénoncent certaines agressions tout en soutenant d'autres. Ces prises de position irresponsables affaiblissent non seulement le droit international, mais aussi la crédibilité de la diplomatie européenne.

La guerre, les crises alimentaires et la destruction des moyens de subsistance en milieu rural

La guerre détruit l'agriculture dans ses racines, transformant les champs cultivés en champs de bataille, détruisant les infrastructures des zones rurales, et facilitant la spéculation sur les ressources.

Les conflits sont la première cause de la faim aujourd'hui. Dans les zones en guerre, les systèmes alimentaires ne sont pas uniquement des victimes collatérales, mais sont délibérément visés et lourdement impactés. Ainsi, la réduction des capacités de production agricole déstabilise l'approvisionnement alimentaire tout en augmentant les coûts des intrants : l'inflation des prix du carburant et des fertilisants sont des charges en plus pour des agriculteur·ice·s qui luttent déjà pour leur survie. La volatilité accrue des marchés mondiaux entraîne des flambées de prix et des pénuries, tandis qu'en parallèle les populations des zones rurales sont confrontées à des déplacements forcés, à la pauvreté et à des dommages écologiques à long terme.

Ces répercussions n'épargnent pas les paysan·ne·s européen·ne·s. La guerre en Iran et plus largement les tensions géopolitiques mondiales menacent de déstabiliser un peu plus les systèmes de production agricole déjà fragiles, augmentent les coûts de production et font monter une incertitude croissante pour les paysan·ne·s dans toute l'Europe.

Ces guerres mettent en lumière les fragilités d'un système qui repose sur de longues chaînes d'approvisionnement, des intrants importés et sur la spéculation financière. Elles soulignent l'urgence d'investir dans la relocalisation des systèmes alimentaires et de renforcer l'autonomie des paysan·ne·s. Pourtant, l'UE s'engage dans la voie inverse : elle réduit le budget consacré à la PAC et négocie en parallèle une vague de nouveaux accords de libre-échange qui intègrent encore davantage la production agricole dans les négociations.

Les effets cumulés de ces accords, qui maintiennent les prix à des niveaux artificiellement bas, vont porter préjudice avant tout aux paysan·ne·s et aux travailleur·euse·s agricoles. ECVC exhorte donc les institutions européennes et internationales ainsi que la communauté internationale dans son ensemble à :

- **Dénoncer fermement toutes les guerres et actes d'agression**, y compris l'escalade en Iran, la guerre en Ukraine et le génocide en Palestine,
- **Condamner les violations du droit international et les crimes contre l'humanité**, où qu'ils se produisent,
- **Privilégier les issues diplomatiques et la coopération multilatérale** plutôt que la militarisation et les dépenses militaires,
- **Mettre un terme aux politiques qui alimentent les conflits**, notamment la vente d'armes et l'exploitation des ressources,
- **Réglementer et empêcher la spéculation** sur les denrées alimentaires et les intrants agricoles
- **Soutenir les systèmes alimentaires locaux et la transition agroécologique** en tant que piliers de la résilience et de la paix,
- L'UE devrait **cesser d'intégrer l'agriculture dans ses négociations de libre-échange, et se joindre à l'appel de La Via Campesina International en faveur d'un nouveau cadre commercial fondé sur la souveraineté alimentaire**¹.

D'autre part, nous exigeons le renforcement des mécanismes du droit international qui permettent de tenir les agresseurs pour responsables et de protéger les populations civiles, y compris les habitant.es des zones rurales.

Enfin, ECVC appelle les agriculteur·ice·s, les paysan·ne·s, travailleur·euse·s agricoles et les citoyen·nes de toute l'Europe à **se mobiliser et à agir** :

- Contre la guerre et la militarisation
- Contre la destruction des sources de revenus et des populations des zones rurales
- Contre la marchandisation et la spéculation sur l'alimentation
- Pour la souveraineté alimentaire, la justice et la paix.

A nouveau, ECVC affirme que **la souveraineté alimentaire est essentielle à la paix**².

Contacts

Morgan Ody - ECVC Coordinating Committee - +33 626 97 76 43 - EN, FR

Andoni García Arriola – ECVC Coordinating Committee – +34 636451569 – ES, EUS

ECVC Office – press@eurovia.org

¹ https://viacampesina.org/en/wp-content/uploads/sites/2/2026/03/16.03.26_EN_International-Trade-framework-La-Via-Campesina.pdf, cedocument n'est pas disponible en français

² La souveraineté alimentaire est le droit des peuples à une alimentation saine et culturellement appropriée, produite par des méthodes écologiquement saines et durables, et leur droit de définir leurs propres systèmes alimentaires et agricoles.